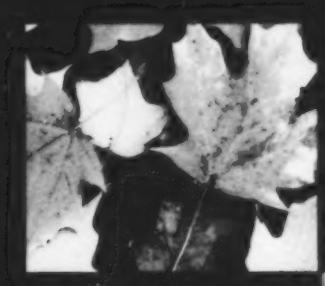
Commissaire
du Centre
de la sécurité
des télécommunications

Rapport annuel



2005-2006

Canada

Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications
C.P. 1984, Succursale « B »
Ottawa (Ontario)
K1P 5R5

Tél. : (613) 992-3044
Téléc. : (613) 992-4096
Site Web : http://csec-ccst.gc.ca

© Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada 2006
ISBN 0-662-49258-7
Nº de cat. D95-2006

106-07217/

Commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications

Le très honorable Antonio Lamer, c.p., C.C., c.d., LL.D., d.u.

CANADA

Communications Security Establishment Commissioner

The Right Honourable Antonio Lamer, P.C., C.C., C.D., LL.D., D.U.

Avril 2006

Ministre de la Défense nationale
Édifice Mgén G.R. Pearkes, 13e étage
101, promenade Colonel By, tour nord
Ottawa (Ontario)
K1A 0K2

Monsieur le Ministre,

Conformément au paragraphe 273.63(3) de la *Loi sur la défense nationale*, j'ai le plaisir de vous communiquer mon rapport annuel de 2005-2006 sur mes activités et constatations, aux fins de présentation au Parlement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Antonio Lamer

P.O. Box/C.P. 1984, Station "B"/Succursale « B »
Ottawa, Canada
K1P 5R5
(613) 992-3044 Téléc. : (613) 992-4096

TABLE DES MATIÈRES

Rôle du commissaire 1

Contexte de l'examen 3

- Examen triennal de la Loi antiterroriste 3
- Loi sur les divulgateurs 4
- Projets de loi morts au Feuilleton 5
- Commission Arar 6
- Interception de communications privées par la National Security Agency des États-Unis 7

Rétrospective de l'année 9

- Activités d'examen et faits saillants 9
  - Plan de travail 9
  - Méthodologie 9
  - Examens effectués 10
  - Interprétation juridique 10
  - Points saillants de l'examen 11
- Constatations en 2005-2006 12
- Plaintes relatives aux activités du CST 13
- Fonctions exercées en vertu de la Loi sur la protection de l'information 13

Répercussions de l'examen 14

Le Bureau du commissaire 15

Regard sur l'avenir 17

- Sur la scène internationale 17
- Au pays 17

Conclusion 19

Annexe A : Mandat du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications 21

Annexe B : Rapports classifiés de 1996 à 2006 23

Annexe C : État des dépenses, 2005-2006 27

Annexe D : Historique du Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications (BCCST) 29

RÔLE DU COMMISSAIRE

Le Parlement a adopté en décembre 2001 la *Loi antiterroriste*, qui modifiait la *Loi sur la défense nationale* (*LDN*) et stipulait le rôle et les responsabilités du Centre de la sécurité des télécommunications (CST) et de son commissaire.

Ma principale responsabilité aux termes de la loi consiste à examiner les activités du CST pour en contrôler la légalité. Je suis chargé d'examiner les activités du CST en général et, en particulier, celles qu'il exerce en vertu d'autorisations ministérielles. Étant donné la nature des activités de l'organisme, j'attache une importance particulière à vérifier s'il a exercé ces activités de manière à protéger adéquatement la vie privée des Canadiens[1] comme il est tenu de le faire en vertu de la loi.

Mes autres fonctions consistent à effectuer les enquêtes que je juge nécessaires en raison de plaintes reçues au sujet des activités du CST, et à informer le ministre de la Défense nationale et le procureur général du Canada dans tous les cas où l'organisme pourrait ne pas avoir agi en conformité avec la loi.

J'estime que ma principale attribution à titre de commissaire du CST est de donner au ministre de la Défense nationale l'assurance que le CST a utilisé les pouvoirs d'intrusion que lui confère le Parlement, sans enfreindre la loi. Les éléments clés de mon mandat en vertu de la *Loi sur la défense nationale*, ainsi que mes responsabilités en vertu de la *Loi sur la protection de l'information* sont présentés à l'annexe A.

Le Centre de la sécurité des télécommunications, sur lequel se porte mon attention en tant que commissaire, joue un rôle central dans le domaine de la sécurité et du renseignement canadiens. Le

[1] Il convient de noter que le terme « Canadiens » englobe les citoyens, les résidents permanents et les sociétés du Canada.

mandat du CST, énoncé à la partie V.1 de la *Loi sur la défense nationale*, est le suivant :

- acquérir et utiliser l'information provenant de l'infrastructure mondiale d'information dans le but de fournir des renseignements étrangers[2], en conformité avec les priorités du gouvernement du Canada en matière de renseignement;
- fournir des avis, des conseils et des services pour aider à protéger les renseignements électroniques et les infrastructures d'information importantes pour le gouvernement du Canada;
- fournir une assistance technique et opérationnelle aux organismes fédéraux chargés de l'application de la loi et de la sécurité, dans l'exercice des fonctions que la loi leur confère.

J'exerce toutes mes responsabilités en reconnaissant pleinement l'importante contribution du CST pour faire en sorte que le gouvernement du Canada puisse jouer un rôle actif et bien informé dans la défense et la protection des intérêts canadiens dans un monde en rapide évolution. Compte tenu de la menace terroriste qui a persisté partout dans le monde au cours des dernières années, je suis particulièrement conscient du rôle important que joue le CST pour protéger la sécurité des Canadiens et de leur pays. Je n'ai nullement l'intention d'empêcher le CST de s'acquitter de cette importante fonction, mais je crois que l'organisme gagne en efficacité si je peux affirmer, preuves à l'appui, non seulement qu'il exerce ses activités en toute légalité, mais aussi que les politiques, procédures et processus qu'il a mis en place aident à garantir cette légalité.

[2] Le renseignement étranger est défini à la partie V.1 de la *Loi sur la défense nationale* : renseignements sur les moyens, les intentions ou les activités d'un étranger, d'un État étranger, d'une organisation étrangère ou d'un groupe terroriste étranger et qui portent sur les affaires internationales, la défense ou la sécurité.

C'est avec plaisir que je dépose ce rapport annuel, qui résume les activités et les constatations de mon bureau pour l'exercice terminé le 31 mars 2006. J'en profite pour souligner la façon dont le nouveau chef du CST et son personnel ont coopéré avec les membres de mon personnel tout au long de l'année et les ont appuyés. S'il est normal, et même indiqué, qu'une saine tension existe dans une certaine mesure entre l'organisme d'examen et l'organisme examiné, le professionnalisme des employés du CST a facilité le travail de mon personnel et l'a rendu plus productif.

CONTEXTE DE L'EXAMEN

Plusieurs faits nouveaux survenus au cours de l'année et l'évolution de certains dossiers en cours pourraient avoir une incidence sur le secteur de la sécurité et du renseignement en général, ainsi que sur les rôles et les responsabilités des organismes d'examen comme celui dont je suis responsable. J'ai surveillé de près ces développements et j'ai profité, au besoin, de l'occasion pour y contribuer.

Examen triennal de la Loi antiterroriste

La *Loi antiterroriste* omnibus a apporté des modifications importantes à plusieurs lois en vigueur, notamment la *Loi sur la défense nationale*, qui énonce le fondement législatif du CST et du poste de commissaire du CST. La *Loi antiterroriste* prévoit la tenue d'un examen de ses dispositions et de son application trois ans après l'obtention de la sanction royale; c'est pour cette raison que le Comité spécial du Sénat sur la *Loi antiterroriste* a été mis sur pied en décembre 2004.

J'ai comparu devant le Comité spécial du Sénat le 13 juin 2005, ainsi que devant le Sous-comité de la sécurité publique et nationale de la Chambre des communes deux jours plus tard, soit le 15 juin. Dans les deux cas, j'ai présenté mon point de vue sur la législation, à partir de l'expérience de mon bureau depuis sa mise en application. Dans mes observations, j'ai indiqué très clairement que, si la

Loi est absolument indispensable, certaines de ses dispositions devraient être précisées et explicitées – notamment celles touchant les autorisations ministérielles permettant l'interception de communications privées en vue d'obtenir des renseignements étrangers[3] – afin d'éliminer les ambiguïtés et d'assurer une compréhension commune de l'application opérationnelle de ces dispositions. En outre, j'ai écrit au président du Sous-comité pour lui faire part de mon opinion au sujet de certaines recommandations formulées par d'autres témoins, qui pourraient avoir une incidence sur mon bureau.

Après la dissolution du Parlement en novembre 2005, le Comité spécial du Sénat sur la *Loi antiterroriste* a également été dissout sans avoir déposé son rapport. Le 31 mars 2006, à la fin de la période de référence, le nouveau Parlement n'avait pas encore commencé à siéger, mais je suivrai les faits nouveaux dans ce domaine avec un grand intérêt.

Loi sur les divulgateurs

La *Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles* (aussi appelée « loi sur les divulgateurs ») a reçu la sanction royale en novembre 2005. La *Loi* prévoit des procédures de divulgation des actes fautifs dans le secteur public et renferme des dispositions sur la protection des divulgateurs. Quoique mon bureau soit assujetti à cette loi, le CST est exclu de la définition de « secteur public » et, par conséquent, de l'application générale de la *Loi*. Toutefois, cette dernière prévoit que les organisations exclues, tel le CST, doivent mettre en place des procédures similaires propres à leur organisme.

[3] Dans mon rapport annuel 2004-2005, j'ai présenté mon point de vue concernant la façon dont j'ai interprété et continuerai de remplir mon mandat relatif aux autorisations ministérielles en matière de renseignement étranger (p. 8-11).

La *Loi* n'est pas encore en vigueur, et il semble que le projet de loi C-2 (*Loi fédérale sur l'imputabilité*) déposé par le nouveau gouvernement puisse en modifier certaines dispositions. Il est néanmoins probable que le CST devra se doter de procédures concernant la divulgation des actes répréhensibles – et la protection des divulgateurs –, conférant probablement un rôle d'examinateur au commissaire du CST. Le cas échéant, je suis tout à fait prêt à assumer cette responsabilité.

Projets de loi morts au Feuilleton

Deux projets de loi pouvant influer sur le contexte dans lequel mon bureau exerce ses activités sont morts au Feuilleton lorsque le Parlement a été dissout en novembre 2005. À la fin de la période de référence, le nouveau gouvernement n'avait pas encore indiqué s'il donnerait suite à ces projets de loi.

Le projet de loi C-74 (*Loi sur la modernisation des techniques d'enquête*) a fait l'objet d'une première lecture à la Chambre des communes en novembre 2005. Il obligerait les fournisseurs de services de télécommunications à prendre les dispositions nécessaires pour faciliter l'interception licite de l'information transmise par télécommunication et à fournir des renseignements de base sur leurs abonnés aux autorités mentionnées.

Ce projet de loi n'aurait aucune incidence sur le mandat du CST concernant la fourniture de renseignements étrangers ou la protection des renseignements électroniques et des infrastructures d'information. Toutefois, il pourrait influer sur la portée de l'aide technique et opérationnelle que le CST transmet aux organismes fédéraux d'application de la loi et de sécurité dans l'exercice des fonctions que la loi leur confère.

Le projet de loi C-81 (*Loi constituant le Comité de parlementaires sur la sécurité nationale*) a également été lu pour la première fois à la Chambre

des communes en novembre 2005. Le comité proposé aurait pour mandat d'examiner les cadres législatif, réglementaire, stratégique et administratif de la sécurité nationale, ainsi que les activités des ministères et organismes fédéraux responsables de la sécurité nationale. Il ne devrait toutefois pas faire double emploi avec les activités des organismes d'examen en place.

Je conviens que le Parlement pourrait jouer un rôle plus actif dans les questions relatives à la sécurité et au renseignement, y compris l'examen des travaux des organismes d'examen tels que celui dont je suis responsable. Cependant, je suis conscient de certains défis que cela suppose, notamment la composition du comité et son accès à des renseignements et à des documents classifiés.

Commission Arar

La Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar, présidée par le juge Dennis O'Connor, a été mise sur pied en février 2004. Elle est chargée entre autres de recommander un mécanisme d'examen concernant les activités de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) relatives à la sécurité nationale. Dans le cadre de cette partie de son mandat, la Commission a considéré des mécanismes canadiens et étrangers d'examen dans le domaine du renseignement et a tenu des consultations publiques. Mon bureau a soumis des observations écrites et orales. Mon principal message à la Commission était que le mécanisme canadien en place est efficace et que l'expérience a prouvé qu'il fonctionne bien.

Les principaux éléments du mécanisme prévoient des organismes d'examen distincts ayant chacun :

- un mandat propre aux fonctions et aux activités de l'organisme examiné;

- une entière indépendance;
- un accès large et sans entrave aux installations, au personnel et à l'information;
- le pouvoir d'examiner toutes les activités opérationnelles et de faire enquête sur les plaintes;
- l'obligation de rendre compte au ministre responsable devant le Parlement de l'organisme soumis à un examen, de sorte que la reddition de comptes au Parlement soit claire et rigoureuse.

Les points forts du mécanisme sont donc la pertinence, l'efficacité et la reddition de comptes. Sa souplesse permet en outre de l'adapter facilement à des circonstances et des exigences particulières, et de prévoir par exemple un mécanisme visant uniquement à examiner les activités de la GRC en matière de sécurité nationale.

J'attends avec intérêt le rapport de la Commission et ses recommandations.

Interception de communications privées par la National Security Agency des États-Unis

À la fin de 2005, les médias américains ont rapporté qu'après les attentats du 11 septembre 2001, le président George W. Bush avait ordonné à la National Security Agency (NSA), dans l'intérêt de la sécurité nationale, d'intercepter sans mandat des communications privées de citoyens américains. Selon la presse, par ces mesures, le président outrepassait le processus établi pour de telles circonstances dans la *Foreign Intelligence Surveillance Act* de 1978.

Naturellement, des questions, des commentaires et des hypothèses ont commencé à paraître dans les médias canadiens concernant le rôle et les activités du CST dans le contexte de menace actuel. J'ai donc fait des recherches approfondies – j'ai notamment discuté et échangé de l'information avec le chef du CST – et j'ai fait appel à la somme considérable des travaux effectués par mon personnel au cours des

dernières années. Il n'est pas question pour moi de commenter la légalité des activités de la NSA, puisqu'elles ne sont pas de mon ressort. Par contre, j'ai décidé de profiter de l'occasion que m'offre le présent rapport annuel pour mettre en lumière le régime en place au Canada.

La partie V.1 de la *Loi sur la défense nationale* permet au CST de collecter des communications, y compris des communications à destination ou en provenance du Canada, pour autant que la cible soit une entité étrangère située à l'extérieur du Canada. Autrement dit, la cible ne peut pas être un Canadien ni être située au Canada. Ce type de collecte dans lequel la partie non ciblée se trouve au Canada doit être autorisé, au préalable, par le ministre de la Défense nationale. La *LDN* fixe les conditions qui doivent être remplies à la satisfaction du ministre pour que celui-ci délivre une autorisation ministérielle. Le Parlement était d'avis qu'une autorisation ministérielle, prévue par la loi, constituait une meilleure approche pour conférer le pouvoir requis que le recours à un mandat, lequel ne pourrait pas s'appliquer à des cibles étrangères situées à l'extérieur du Canada.

Le régime qui permet au CST d'intercepter les communications d'entités étrangères, même s'il s'agit de communications en provenance ou à destination du Canada (c'est-à-dire des communications privées[4]), est prescrit par la loi. Par ailleurs, la *LDN* me charge, en tant que commissaire du CST, d'examiner les activités de l'organisme pour en contrôler la conformité. Elle stipule plus précisément que je suis tenu de faire enquête sur les activités qui ont été exercées sous le régime d'une autorisation ministérielle, afin de garantir qu'elles ont bel et bien été autorisées, et

[4] Aux termes du *Code criminel*, une communication privée s'entend de toute communication en provenance ou à destination du Canada, où son auteur peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elle ne soit pas interceptée par un tiers.

de présenter au ministre, une fois par an, les conclusions de mon enquête. Un résumé de mes travaux d'examen au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2006 est présenté ci-après.

RÉTROSPECTIVE DE L'ANNÉE

Activités d'examen et faits saillants

Plan de travail

Un plan de travail triennal, mis à jour régulièrement, guide le programme d'examen de mon bureau. Ce plan, qui doit recevoir mon approbation, repose en partie sur la connaissance détaillée des activités du CST que possèdent les membres de mon personnel. Il accorde la plus haute importance à l'examen des activités où les risques pour la vie privée des Canadiens sont jugés les plus élevés.

Méthodologie

Mon personnel a accès à l'ensemble des locaux, des documents, des dossiers et du personnel que requiert l'examen des activités du CST. Celui-ci prend des formes diverses : étude approfondie des dossiers et des documents; entretiens avec les employés du CST; vérifications de toutes sortes permettant d'établir si l'organisme s'est acquitté de son mandat dans le respect de la loi et s'il a protégé la vie privée des Canadiens. Il convient de souligner que ces examens sont habituellement réalisés après le fait, afin d'éviter toute intervention sans mérite dans le déroulement des activités et opérations du CST.

Lorsqu'un examen est terminé, j'en rends compte au ministre de la Défense nationale[5] dans un rapport classifié, dans lequel je donne mon opinion sur la légalité des activités en question et je formule les recommandations qui m'apparaissent pertinentes dans les circonstances. Ces recommandations portent généralement sur des lacunes dans les

[5] L'annexe B donne une liste des rapports classifiés que le commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications a produits depuis la création de son bureau, en 1996.

politiques, les procédures ou les pratiques du CST, qui, si elles ne sont pas corrigées, augmentent le risque d'activités illicites. Comme c'est souvent le cas, ici ou ailleurs, je suis fermement convaincu qu'il vaut mieux prévenir que guérir.

Examens effectués

En 2005-2006, mon bureau a effectué au total sept examens. Six d'entre eux portaient sur des activités exercées par le CST sous le régime des autorisations ministérielles; dans un cas, il s'agissait de collecte de renseignements étrangers et dans les cinq autres, d'activités axées sur la sécurité des technologies de l'information (STI). J'ai également remis au ministre un rapport classifié qui portait sur l'un des aspects de mon mandat général relatif à la légalité des activités du CST. Aucun des sept examens menés au cours de l'exercice n'a révélé de conduite illicite de la part du CST.

Interprétation juridique

Pour établir la légalité des activités exercées par le CST en vertu d'autorisations ministérielles, je tiens compte de l'interprétation que le ministère de la Justice donne des dispositions applicables de la loi. Comme je l'ai déjà souligné, ces dispositions législatives, dans leur version actuelle, comportent des ambiguïtés, ce que croyait aussi mon prédécesseur, l'honorable Claude Bisson, O.C., ancien juge en chef du Québec. Pour le moment, deux éminents avocats, le sous-ministre de la Justice et ma conseillère juridique indépendante, ne s'entendent pas sur l'interprétation à donner des principales dispositions, ce qui influence le type d'assurance que je peux fournir. C'est pourquoi il est important de saisir la prochaine occasion qui se présentera d'apporter des modifications législatives.

Points saillants de l'examen

Les constatations de mes derniers examens concernant la collecte de renseignements étrangers sous le régime d'une autorisation ministérielle ont attiré mon attention sur la façon dont le CST utilise les priorités du gouvernement en matière de renseignement pour cibler certaines entités étrangères. À mon avis, il devrait être possible d'établir un lien clair entre ces priorités, les entités ciblées et l'activité ou la catégorie d'activités nécessitant l'autorisation du ministre.

Or, les examens effectués par mon bureau, y compris le plus récent, ont montré que la documentation accompagnant les demandes d'autorisation ministérielle du CST ne traite des priorités sous-jacentes du gouvernement en matière de renseignement étranger que de façon générale. En raison de ce manque de clarté, il a été difficile à mon personnel d'établir si certaines conditions obligatoires pour la délivrance d'une autorisation ministérielle avaient été respectées. J'ai soumis au ministre ainsi qu'au CST des recommandations précises en vue de renforcer ce processus.

J'ai regroupé dans un seul rapport au ministre le compte rendu des cinq examens dont ont fait l'objet les opérations du CST axées sur la STI et menées sous le régime d'une autorisation ministérielle. Comme par le passé, j'y ai fait valoir les préoccupations que continuent de susciter les pratiques du CST au chapitre de la tenue des dossiers. Je reconnais que le CST prend des mesures pour améliorer en général ses méthodes à cet égard. Le pouvoir de s'immiscer dans les affaires privées des Canadiens dans le cadre d'activités effectuées en vertu d'une autorisation ministérielle axée sur la STI, afin de protéger les réseaux et systèmes informatiques du gouvernement, est une question épineuse. Le CST a reconnu qu'il doit pouvoir consigner ces intrusions et en rendre compte. Je

crois qu'il doit s'occuper sans tarder de perfectionner ses méthodes en matière de gestion des dossiers, et j'ai demandé à mon personnel de suivre attentivement cette question dans les examens à venir.

Dans le cadre de mon mandat général concernant la légalité des activités du CST, j'ai examiné les activités de collecte de renseignements étrangers visant à contrer la menace que présente la prolifération d'armes de destruction massive et de leurs modes de livraison. Au lendemain des attentats terroristes de 2001 aux États-Unis, le CST a dû renforcer ses activités de contre-prolifération. Il envoie des rapports, fondés sur les renseignements qu'il a obtenus et analysés, à ses clients du gouvernement du Canada et aux services de pays alliés.

En juin 2005, j'ai remis au ministre un rapport classifié dans lequel je rends compte de cet examen. Les activités du CST que j'ai examinées sont conformes à la loi. Mes travaux ont toutefois fait ressortir certains points faibles sur le plan stratégique et, dans un cas particulier, la nécessité de concilier les politiques et les pratiques. Le CST a accepté mes recommandations, sous réserve, dans certains cas, de modifications dont on m'a expliqué les raisons.

Constatations en 2005-2006

Conformément à une pratique bien établie, je procède dans chaque rapport à un résumé de mes conclusions quant à la légalité des activités du CST, à la lumière des examens effectués au cours de l'exercice. Je suis en mesure de rapporter que les activités examinées au cours de l'exercice satisfont aux dispositions de la loi et à l'interprétation qu'en donne pour l'instant le ministère de la Justice. Je puis aussi affirmer que le CST a utilisé et conservé dans les limites prescrites par la loi les communications privées qu'il a interceptées et que j'ai examinées durant l'exercice 2005-2006.

Plaintes relatives aux activités du CST

En plus de délimiter mon mandat concernant les examens, la *Loi sur la défense nationale* prévoit que, si des plaintes sont déposées, je dois y donner suite en procédant à toutes les enquêtes que je juge nécessaires, afin de déterminer si le CST s'est engagé dans des activités illicites ou s'il est en voie de le faire. Les plaintes peuvent être déposées par des Canadiens qui estiment que le CST a enfreint la loi dans l'exercice de ses fonctions. Jusqu'à l'an passé, le Bureau du commissaire n'avait reçu aucune plainte nécessitant une enquête formelle.

Un nombre limité de plaintes ont été déposées en 2005-2006, qui, à une exception près, ne relevaient pas de mes compétences. Celle qui relevait de mon mandat et qui nécessitait la tenue d'une enquête, n'avait pas encore été réglée à la fin de la période de référence. Je prévois que l'enquête prendra fin au printemps 2006, après quoi je rendrai compte de mes conclusions au ministre.

Fonctions exercées en vertu de la Loi sur la protection de l'information

La *Loi sur la protection de l'information* fixe la procédure que doivent suivre les personnes assujetties, de par la *Loi*, au secret à perpétuité, qui souhaitent se prévaloir de la « défense d'intérêt public » pour divulguer des renseignements classifiés. Dans le cas de l'information classifiée touchant le CST, le commissaire a un rôle à jouer (voir l'annexe A). Aucun problème de ce genre ne m'a été soumis en 2005-2006[6].

[6] Mon site Web, à l'adresse **http://csec-ccst.gc.ca**, présente un survol des méthodes qu'utilise mon bureau dans le cas de plaintes déposées en vertu de la *Loi sur la défense nationale* et des questions posées en vertu de la *Loi sur la protection de l'information*.

RÉPERCUSSIONS DE L'EXAMEN

Les examens effectués par un bureau comme le mien peuvent avoir des répercussions directes ou indirectes. Ces répercussions sont en soi difficiles à évaluer, car si l'organisme est efficace, elles ont pour conséquence principale de prévenir des actes illicites ou indésirables.

Les effets indirects peuvent résulter simplement de l'existence et du mandat d'un organisme d'examen, qui ont une influence sur la manière dont l'organisme visé par l'examen mène ses activités. Cela dit, à la lumière de mes observations et des discussions que j'ai eues au cours des trois dernières années, je suis persuadé que le mandat et les travaux de mon bureau ont une influence positive sur la façon dont le CST exerce ses activités et l'aident à les mener dans le respect de la loi.

Les conclusions et recommandations d'examens en particulier ont des répercussions plus directes, principalement en raison des mesures que l'organisme visé doit prendre pour y donner suite. Lorsque les circonstances le justifient, il arrive que je recommande au CST des moyens de combler certaines lacunes touchant des politiques, des procédures ou des pratiques, qui augmentent le risque d'activités illicites. La suite donnée à mes recommandations fait l'objet de discussions périodiques entre mon personnel et celui du CST, et nous suivons de près les progrès accomplis.

Je suis encouragé par l'accueil favorable qu'ont reçu nos recommandations. Depuis la création du Bureau, le commissaire du CST a présenté près d'une centaine de recommandations. De ce nombre, près de 75 p. 100 ont été acceptées par le CST et mises en œuvre intégralement ou en partie ou sont en voie d'être mises en œuvre. La moitié des autres recommandations ont été légèrement reformulées avant d'être acceptées, ou sont trop récentes et sont encore à l'étude au sein du CST. Pour le reste, les

recommandations ont perdu leur pertinence par suite des événements ou, dans un petit nombre de cas, ont été rejetées par le CST. Chaque fois que mes recommandations ont été modifiées ou rejetées, des représentants du CST m'ont fait part de leurs raisons et, dans certains cas, les discussions se poursuivent.

Je félicite le nouveau chef du CST, qui a rapidement reconnu l'importance de l'examen, et me réjouis de son esprit de coopération et de l'aide qu'il apporte aux membres de mon personnel dans le suivi de nos recommandations, et que je considère comme un important indicateur des répercussions de l'examen.

LE BUREAU DU COMMISSAIRE

En 2005-2006, les dépenses de mon bureau se sont chiffrées à 1 043 540 $ et ont été largement couvertes par le budget approuvé pour cette période. On en trouvera un résumé à l'annexe C.

Dans l'exercice des responsabilités énoncées dans mon mandat, je continue de m'appuyer sur le savoir-faire, la loyauté et l'engagement des membres de mon personnel. Mon bureau dispose d'un effectif de huit employés à plein temps, auquel peuvent venir s'ajouter des spécialistes engagés à contrat qui nous font bénéficier au besoin de leurs compétences, de leurs connaissances et de leur expérience.

J'encourage et appuie diverses activités qui aident mon personnel à continuer de perfectionner ses compétences, d'élargir ses connaissances et son expérience et de maintenir un engagement entier à l'égard du milieu des organismes d'examen et des enjeux auxquels fait face le secteur de la sécurité et du renseignement en général. Pour 2005-2006, je citerai notamment les activités suivantes :

- la création d'une instance connue aujourd'hui sous le nom de Tribune des organismes d'examen, qui réunit mon personnel ainsi que les membres du personnel du Comité de surveillance des

activités de renseignement de sécurité, du Bureau de l'inspecteur général du Service canadien du renseignement de sécurité et de la Commission des plaintes du public contre la GRC, pour discuter de leur expériences, de questions et de préoccupations d'intérêt mutuel et des pratiques exemplaires en matière d'examen;

- des présentations informelles dans nos locaux par des hauts fonctionnaires et des universitaires sur des questions touchant la sécurité et le renseignement ainsi que les examens;
- la présence des membres de mon personnel à plusieurs conférences et symposiums, dont la conférence internationale soulignant le 20e anniversaire de l'Association canadienne pour l'étude de la sécurité et du renseignement, le colloque international sur la responsabilisation en matière de sécurité nationale, le Séminaire des études de sécurité nationale du Collège des Forces canadiennes et la 4e conférence annuelle sur la Charte organisée par l'Association du Barreau de l'Ontario.

En 2004-2005, mon personnel a commencé à présenter des exposés aux nouveaux employés du CST – dans le cadre de leur cours d'initiation – concernant les responsabilités, les pouvoirs et les fonctions du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications. Ces exposés se sont poursuivis en 2005-2006. À mon avis, ils offrent à mon bureau un excellent moyen de contribuer à informer les employés du CST du mandat du commissaire et de la façon dont il est mis en œuvre.

REGARD SUR L'AVENIR

Sur la scène internationale

Depuis mon entrée en fonction à titre de commissaire du CST, il y a presque trois ans, le terrorisme a continué de dominer la scène de l'actualité politique et de la sécurité internationales. Après le dépôt de mon dernier rapport, la guerre mondiale contre le terrorisme s'est poursuivie avec une égale intensité. Les attentats se sont multipliés partout sur la planète, comme à Londres, en juillet 2005, suivis par l'arrestation de terroristes présumés. La prolifération des armes de destruction massive suscite une inquiétude croissante partout dans le monde, particulièrement face à la Corée du Nord et aux ambitions et aux intentions de l'Iran en matière nucléaire.

En Afghanistan, le Canada a accepté de jouer un rôle de premier plan dans le maintien de la sécurité ainsi que dans les travaux de reconstruction à Kandahar et dans les environs. L'importance de cette mission, et les dangers qu'elle recèle, a été renforcée par les exhortations à une guerre prolongée contre l'Occident lancées par Oussama Ben Laden à ses disciples extrémistes.

Au pays

Au Canada, nos préoccupations ne se limitent pas au terrorisme, à la prolifération des armes de destruction massive et au déploiement de soldats canadiens. En effet, le Canada fait partie intégrante d'une économie mondiale interdépendante et il doit continuer de protéger et de promouvoir ses intérêts nationaux.

Comme on ne peut pas s'attendre, dans un avenir prévisible, à une diminution des menaces potentielles à la sécurité du Canada et de sa population, ou de la nécessité de fournir au gouvernement du Canada les renseignements étrangers dont il a besoin pour promouvoir et défendre les intérêts du pays dans le monde, le rôle du CST demeurera important. Au-delà, j'estime qu'en examinant les activités du CST pour en contrôler la légalité et en formulant des

recommandations pour faire en sorte que cette légalité repose sur des politiques, des procédures et des pratiques solides, mon bureau accomplit une œuvre utile.

Bon nombre des initiatives et des activités gouvernementales ne s'inscrivent pas aussi naturellement qu'on le souhaiterait dans la structure artificielle que représente un exercice financier. Par conséquent, plusieurs dossiers doivent être reportés à l'exercice suivant. Parmi ceux que je souhaite voir menés à bien ou réglés au début de 2006-2007, mentionnons l'examen triennal de la *Loi antiterroriste*, les projets de loi morts au Feuilleton au moment de la dissolution du 38e Parlement et le rapport de la Commission Arar dont j'ai déjà discuté plus haut.

Pour ce qui est des travaux de mon bureau, un examen de première importance, réalisé en deux temps, concernant les activités du CST à l'appui de la GRC sera bientôt terminé. Mon rapport annuel pour 2004-2005 donne un aperçu des conclusions et des recommandations relatives à la première phase. J'espère que les points laissés en suspens dans la seconde seront réglés sans tarder, et je compte soumettre au ministre mes conclusions et mes recommandations relatives à la deuxième phase au début de 2006-2007.

Enfin, pour que le contrôleur que je suis fasse lui aussi l'objet de certaines vérifications, j'ai récemment demandé deux examens indépendants de la gestion de mon propre bureau. L'un portera sur le volet administratif, notamment la gestion et le contrôle des ressources financières, humaines et de l'information. L'autre se concentrera sur les opérations et visera à établir dans quelle mesure nous nous acquittons avec efficacité et efficience des responsabilités prévues dans le mandat du commissaire. Les deux études traiteront des aspects qui présentent une part de risques pour le Bureau et pour lesquels l'exactitude représente une

caractéristique importante. Je prévois que ces études nous donneront l'assurance, preuves à l'appui, que nous sommes sur la bonne voie et feront des recommandations si des améliorations sont nécessaires. Cet exercice devrait se terminer à l'été 2006.

CONCLUSION

Mon mandat prend fin le 19 juin 2006. Le présent rapport est donc le dernier que je signerai en qualité de commissaire du CST. Je suis extrêmement heureux de la possibilité qui m'a été offerte de servir ce grand pays qu'est le Canada dans une fonction qui comportait certes une bonne part de défis, mais qui m'a aussi apporté de nombreuses satisfactions. Mon seul regret serait peut-être de devoir quitter mon poste avant qu'aient pu se régler les problèmes d'interprétation juridique qui compromettent la bonne marche des activités de ce bureau depuis décembre 2001. Si tel devait être le cas, je souhaite à mon successeur tout le succès possible, pour toutes les parties concernées, dans la conclusion de ce dossier.

Mandat du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications

Loi sur la défense nationale – partie V.1

273.63 (1) Le gouverneur en conseil peut nommer, à titre inamovible pour une période maximale de cinq ans, un juge à la retraite surnuméraire d'une juridiction supérieure qu'il charge de remplir les fonctions de commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications.

(2) Le commissaire a pour mandat

a) de procéder à des examens concernant les activités du Centre pour en contrôler la légalité;

b) de faire les enquêtes qu'il estime nécessaires à la suite de plaintes qui lui sont présentées;

c) d'informer le ministre et le procureur général du Canada de tous les cas où, à son avis, le Centre pourrait ne pas avoir agi en conformité avec la loi.

(3) Le commissaire adresse au ministre, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la fin de chaque exercice, un rapport sur l'exercice de ses activités. Le ministre dépose le rapport devant chacune des chambres du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.

(4) Dans l'exercice de son mandat, le commissaire a tous les pouvoirs conférés à un commissaire en vertu de la partie II de la *Loi sur les enquêtes*.

(5) Le commissaire peut retenir les services de conseillers juridiques ou techniques ou d'autres collaborateurs dont la compétence lui est utile dans l'exercice de ses fonctions; il peut fixer, avec l'approbation du Conseil du Trésor, leur rémunération et leurs frais.

(6) Le commissaire exerce les attributions que lui confèrent la présente partie et toute autre loi fédérale; il peut en outre se livrer à toute activité connexe autorisée par le gouverneur en conseil.

(7) La personne qui occupe, à l'entrée en vigueur du présent article, la charge de commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications est maintenue en fonctions jusqu'à l'expiration de son mandat.

[...]

273.65 (8) Le commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications est tenu de faire enquête sur les activités qui ont été exercées sous le régime d'une autorisation donnée en vertu du présent article pour en contrôler la conformité; il rend compte de ses enquêtes annuellement au ministre.

Loi sur la protection de l'information

15. (1) Nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction prévue aux articles 13 ou 14 s'il établit qu'il a agi dans l'intérêt public. [...]

(5) Le juge ou le tribunal ne peut décider de la prépondérance des motifs d'intérêt public en faveur de la révélation que si la personne s'est conformée aux exigences suivantes : [...]

b) dans le cas où elle n'a pas reçu de réponse de l'administrateur général ou du sous-procureur général du Canada dans un délai raisonnable, elle a informé de la question, avec tous les renseignements à l'appui en sa possession : [...]

(ii) soit le commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications si la question porte sur une infraction qui a été, est en train ou est sur le point d'être commise par un membre du Centre de la sécurité des télécommunications dans l'exercice effectif ou censé tel de ses fonctions pour le compte de celui-ci, et n'en a pas reçu de réponse dans un délai raisonnable.

Rapports classifiés de 1996 à 2006

1. Classified Report to the Minister
   – 3 mars 1997 (TRÈS SECRET)

2. Classified Report to the Minister
   – Operational policies with lawfulness implications – 6 février 1998 (SECRET)

3. Classified Report to the Minister
   – CSE's activities under *** – 5 mars 1998 (TRÈS SECRET Mot codé/Réservé aux Canadiens)

4. Classified Report to the Minister
   – Internal investigations and complaints – 10 mars 1998 (SECRET)

5. Classified Report to the Minister
   – CSE's activities under *** – 10 décembre 1998 (TRÈS SECRET/Réservé aux Canadiens)

6. Classified Report to the Minister
   – On controlling communications security (COMSEC) material – 6 mai 1999 (TRÈS SECRET)

7. Classified Report to the Minister
   – How we test (Rapport classifié sur la mise à l'essai des pratiques du CST en matière de collecte et de conservation de renseignements électromagnétiques, et évaluation des efforts de l'organisme pour sauvegarder la vie privée des Canadiens) – 14 juin 1999 (TRÈS SECRET Mot codé/Réservé aux Canadiens)

8. Classified Report to the Minister
   – A study of the *** collection program – 19 novembre 1999 (TRÈS SECRET Mot codé/Réservé aux Canadiens)

9. Classified Report to the Minister
   – On *** – 8 décembre 1999 (TRÈS SECRET/COMINT)

10. Classified Report to the Minister
    – A study of CSE's *** reporting process — an overview (Phase I) – 8 décembre 1999 (SECRET/Réservé aux Canadiens)

11. Classified Report to the Minister
    – A study of selection and *** — an overview – 10 mai 2000 (TRÈS SECRET/Réservé aux Canadiens)

12. Classified Report to the Minister
    – CSE's operational support activities under *** — follow-up – 10 mai 2000 (TRÈS SECRET/Réservé aux Canadiens)

13. Classified Report to the Minister
    – Internal investigations and complaints — follow-up – 10 mai 2000 (SECRET)

14. Classified Report to the Minister
    – On findings of an external review of CSE's ITS program – 15 juin 2000 (SECRET)

15. Classified Report to the Minister
    – CSE's policy system review – 13 septembre 2000 (TRÈS SECRET/Réservé aux Canadiens)

16. Classified Report to the Minister
    – A study of the *** reporting process — *** (Phase II) – 6 avril 2001 (SECRET/Réservé aux Canadiens)

17. Classified Report to the Minister
    – A study of the *** reporting process — *** (Phase III) – 6 avril 2001 (SECRET/Réservé aux Canadiens)

18. Classified Report to the Minister
    – CSE's participation *** – 20 août 2001 (TRÈS SECRET/Réservé aux Canadiens)

19. Classified Report to the Minister
    – CSE's support to ***, as authorized by *** and code-named *** – 20 août 2001 (TRÈS SECRET/Réservé aux Canadiens)

20. Classified Report to the Minister
    – A study of the formal agreements in place between CSE and various external parties in respect of CSE's Information Technology Security (ITS) – 21 août 2002 (SECRET)

21. Classified Report to the Minister
    – CSE's support to ***, as authorized by *** and code-named *** – 13 novembre 2002 (TRÈS SECRET/Réservé aux Canadiens)

22. Classified Report to the Minister
    – CSE's *** activities carried out under the *** 2002 *** Ministerial authorization – 27 novembre 2002 (TRÈS SECRET/Réservé aux Canadiens)

23. Classified Report to the Minister
    – Lexicon of CSE definitions – 26 mars 2003 (TRÈS SECRET)

24. Classified Report to the Minister
    – CSE's activities pursuant to *** Ministerial authorizations including *** – 20 mai 2003 (SECRET)

25. Classified Report to the Minister
    – CSE's support to ***, as authorized by *** and code-named *** — Part I – 6 novembre 2003 (TRÈS SECRET/COMINT/Réservé aux Canadiens)

26. Classified Report to the Minister
    – CSE's support to ***, as authorized by *** and code-named *** — Part II – 15 mars 2004 (TRÈS SECRET/COMINT/Réservé aux Canadiens)

27. Classified Report to the Minister
    – A review of CSE's activities conducted under *** Ministerial authorization – 19 mars 2004 (SECRET/Réservé aux Canadiens)

28. Classified Report to the Minister
    – Internal investigations and complaints — follow-up – 25 mars 2004 (TRÈS SECRET/Réservé aux Canadiens)

29. Classified Report to the Minister
    – A review of CSE's activities conducted under 2002 *** Ministerial authorization – 19 avril 2004 (SECRET/Réservé aux Canadiens)

30. Classified Report to the Minister
    – Review of CSE *** operations under Ministerial authorization – 1er juin 2004 (TRÈS SECRET/COMINT)

31. Classified Report to the Minister
    – CSE's support to *** – 7 janvier 2005 (TRÈS SECRET/COMINT/Réservé aux Canadiens)

32. Classified Report to the Minister
    - External review of CSE's *** activities conducted under Ministerial authorization – 28 février 2005 (TRÈS SECRET/COMINT/Réservé aux Canadiens)

33. Classified Report to the Minister
    - A study of the *** collection program – 15 mars 2005 (TRÈS SECRET/COMINT/Réservé aux Canadiens)

34. Classified Report to the Minister
    - Report on the activities of CSE's *** – 22 juin 2005 (TRÈS SECRET)

35. Classified Report to the Minister
    - Interim report on CSE's *** operations conducted under Ministerial authorization – 2 mars 2006 (TRÈS SECRET/COMINT)

36. Classified Report to the Minister
    - External review of CSE *** activities conducted under Ministerial authorization – 29 mars 2006 (TRÈS SECRET/Réservé aux Canadiens)

État des dépenses, 2005-2006

Sommaire des articles courants

Traitements et salaires	527 760 $
Transports et télécommunications	16 655
Information	24 177
Services professionnels et spéciaux	321 484
Location	132 326
Achat de services de réparation et d'entretien	426
Fournitures et approvisionnements	7 155
Acquisition de machines et de matériel	9 591
Autres charges	3 966
Total	**1 043 540 $**

Historique du Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications (BCCST)

Le Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications (BCCST) a été créé le 19 juin 1996, au moment de la nomination du premier commissaire, l'honorable Claude Bisson, O.C., ancien juge en chef du Québec. M. Bisson a occupé le poste de commissaire jusqu'en juin 2003. Le très honorable Antonio Lamer, c.p., C.C., c.d., LL.D., d.u., juge en chef du Canada (à la retraite), lui a alors succédé pour un mandat de trois ans.

Pendant les six premières années de son mandat (de juin 1996 à décembre 2001), le commissaire a exercé ses fonctions conformément à plusieurs décrets, pris en vertu de la partie II de la *Loi sur les enquêtes*. Au cours de cette période, il a assumé une double responsabilité : examiner les activités du Centre de la sécurité des télécommunications (CST) afin de déterminer si elles étaient en conformité avec les lois du Canada, et recevoir les plaintes relatives aux activités du CST.

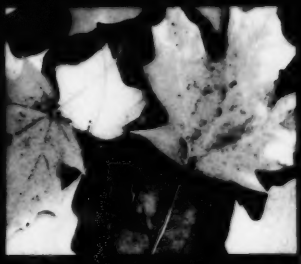
Dans le sillage des attentats terroristes du 11 septembre 2001, le Parlement a adopté la *Loi antiterroriste* omnibus, qui a été promulguée le 24 décembre 2001. Cette loi modifie la *Loi sur la défense nationale*, en y ajoutant la partie V.1, qui établit le cadre législatif du BCCST et du CST, et elle confie au commissaire de nouvelles responsabilités relatives à l'examen des activités que mène le CST sous le régime d'une autorisation ministérielle.

En outre, la *Loi* omnibus a remplacé la *Loi sur les secrets officiels* par la *Loi sur la protection de l'information*, laquelle attribue au commissaire des fonctions précises pour les cas où une personne astreinte au secret à perpétuité souhaiterait invoquer la défense de l'intérêt public pour justifier la divulgation de renseignements classifiés sur le CST.

En vertu de son mandat actuel, qui inscrit dans la loi le mandat initial établi en 1996 ainsi que les nouvelles responsabilités supplémentaires décrites ci-dessus, le commissaire conserve tous les pouvoirs que confère à un commissaire la partie II de la *Loi sur les enquêtes*.

Communications Security Establishment Commissioner

Annual Report



2005-2006

Office of the Communications Security Establishment Commissioner
P.O. Box 1984
Station "B"
Ottawa, Ontario
K1P 5R5

Tel.: (613) 992-3044
Fax: (613) 992-4096
Website: http://csec-ccst.gc.ca

© Minister of Public Works and Government Services Canada 2006
ISBN 0-662-49258-7
Cat. No. D95-2006

Communications Security
Establishment Commissioner

The Right Honourable Antonio Lamer,
P.C., C.C., C.D., LL.D., D.U.

CANADA

Commissaire du Centre de la
sécurité des télécommunications

Le très honorable Antonio Lamer,
c.p., C.C., c.d., LL.D., d.u.

April 2006

Minister of National Defence
MGen G.R. Pearkes Building, 13th Floor
101 Colonel By Drive, North Tower
Ottawa, Ontario
K1A 0K2

Dear Sir:

Pursuant to subsection 273.63 (3) of the *National Defence Act*, I am pleased to submit to you my 2005–2006 annual report on my activities and findings, for your submission to Parliament.

Yours sincerely,

Antonio Lamer

P.O. Box/C.P. 1984, Station "B"/Succursale « B »
Ottawa, Canada
K1P 5R5
(613) 992-3044 Fax: (613) 992-4096

TABLE OF CONTENTS

The Commissioner's Role 1

The Review Environment 3

- Three-year review of the Anti-Terrorism Act 3
- "Whistle-blower" legislation 4
- Bills that died on the order paper 4
- The Arar Commission 6
- Interception of private communications by the U.S. National Security Agency 7

The Year in Review 8

- Review activities and highlights 8
  - Workplan 8
  - Methodology 8
  - Reviews undertaken 9
  - Legal interpretations 9
  - Review highlights 10
- 2005–2006 findings 11
- Complaints about CSE activities 12
- Duties under the Security of Information Act 12

The Impact of Review 12

The Commissioner's Office 14

Looking to the Future 15

- Internationally 15
- At home 15

In Closing 17

Annex A: Mandate of the Communications Security Establishment Commissioner 19

Annex B: Classified Reports, 1996–2006 21

Annex C: Statement of Expenditures, 2005–2006 25

Annex D: History of the Office of the Communications Security Establishment Commissioner (OCSEC) 27

THE COMMISSIONER'S ROLE

Parliament passed the *Anti-Terrorism Act* in December 2001. This amended the *National Defence Act* (*NDA*) and established in legislation the role and responsibilities of the Communications Security Establishment (CSE) and the CSE Commissioner.

My primary legislated duty is to review the activities of CSE to determine whether they comply with the laws of Canada. The Act charges me to review CSE's activities in general and, as well, specifically to review activities that CSE carries out under ministerial authorization. Given the nature of CSE's activities, I place a particular emphasis on determining whether those activities are carried out in a manner that appropriately protects the privacy of Canadians,[1] as CSE is required to do by law.

My other duties include undertaking such investigations as I consider necessary in response to any complaints received about CSE's activities, and informing the Minister of National Defence and the Attorney General of Canada about any CSE activity that I believe may not be in compliance with the law.

As I see it, my main role as the CSE Commissioner is to give assurance to the Minister of National Defence that the intrusive powers Parliament granted to CSE are used in accordance with the legislation. Annex A of this report sets out the key elements of my mandate under the *National Defence Act*, as well as my duties under the *Security of Information Act*.

The Communications Security Establishment, the subject of my attention as Commissioner, is a central player in Canada's security and intelligence community. CSE's mandate under Part V.1 of the *National Defence Act* includes:

- acquiring and using information from the global information infrastructure to provide the

[1] It is important to note that "Canadians" includes Canadian citizens, permanent residents and corporations incorporated in Canada.

Government of Canada with foreign intelligence[2] in accordance with the government's intelligence priorities;

- helping to protect electronic information and information infrastructures that are of importance to the Government of Canada; and
- providing technical and operational assistance to federal law enforcement and security agencies in the performance of their lawful duties.

I carry out all my responsibilities in full recognition of the importance of CSE's contribution to ensuring that the Government of Canada is in a position to play an active, well-informed role in promoting and protecting Canadian interests in a rapidly changing world. In light of the continuing threat of terrorism around the world in recent years, I am particularly aware of CSE's important contribution to protecting the security of Canada and Canadians. It is not my intention to impede CSE from fulfilling its important role. Rather, I believe that CSE's effectiveness is enhanced when I am able to provide evidence-based assurance not only about the lawfulness of its activities, but also about the policies, procedures and processes it has in place to help ensure that lawfulness.

I am pleased to submit this annual report summarizing my office's activities and findings for the year ended 31 March 2006. In doing so, I would like to express my appreciation for the cooperation and assistance that my office received from the CSE's new Chief and his staff throughout the year. Although it is normal, and indeed fitting, for a measure of healthy tension to exist in the relationship between any review body and the organization being reviewed, the professionalism of CSE's employees

[2] Foreign intelligence is defined in Part V.1 of the *NDA* as "information or intelligence about the capabilities, intentions or activities of a foreign individual, state, organization or terrorist group, as they relate to international affairs, defence or security".

has facilitated the work of my office and made it more productive.

THE REVIEW ENVIRONMENT

Several developments during the year, some of them new and some of them continuing, have the potential to shape the security and intelligence sector in general, as well as the roles and responsibilities of review bodies such as my office. I have monitored these developments closely and seized the opportunity to contribute to them as appropriate.

Three-year review of the Anti-Terrorism Act

The omnibus *Anti-Terrorism Act* resulted in key amendments to several existing Acts, including amendments to the *National Defence Act* that provided the legislative basis for CSE as well as the CSE Commissioner. The *Anti-Terrorism Act* required a review of its provisions and operation within three years of receiving Royal Assent, and the Special Senate Committee on the *Anti-Terrorism Act* was created for this purpose in December 2004.

I appeared before the Special Senate Committee on 13 June 2005, as well as the House of Commons Sub-Committee on Public Safety and National Security two days later, on 15 June. On both occasions, I set out my views on the legislation, based on the experience of this office since its enactment. In my remarks, I made it very clear that the legislation itself is absolutely essential. However, I noted also that fine-tuning and clarification of some of its provisions — particularly those relating to ministerial authorizations to intercept private communications for the purpose of obtaining foreign intelligence[3] — would help eliminate ambiguities and ensure a common understanding of the operational application of these provisions. In

[3] In my 2004–2005 Annual Report, I outlined my views in some detail on how I have interpreted and will continue to discharge my mandate in respect of foreign intelligence ministerial authorizations (pp. 7-10).

addition to my appearances, I wrote to the Chair of the Sub-Committee to provide my views on certain recommendations made by other witnesses that would affect my office.

Upon the dissolution of Parliament in November 2005, the Special Senate Committee on the *Anti-Terrorism Act* was also dissolved without having issued its report. The new Parliament was not yet in session when my reporting period ended on 31 March 2006, but I will monitor future developments in this area with keen interest.

"Whistle-blower" legislation

The *Public Servants Disclosure Protection Act* (the so-called "whistle-blower" legislation) received Royal Assent in November 2005. The Act establishes procedures for the disclosure of wrongdoings in the public sector and provides for the protection of persons who disclose the wrongdoings. Although my office will be subject to this Act, the Communications Security Establishment is excluded from the definition of "public sector" and thus from its general application. However, the Act provides that excluded organizations, such as CSE, must establish similar procedures, specific to the organization concerned.

The Act has yet to come into effect, and I understand that Bill C-2 (*Federal Accountability Act*) tabled by the new government may change some of the provisions of the "whistle-blower" legislation. Nevertheless, it is probable that CSE will be required to establish procedures for the disclosure of wrongdoings, including the protection of persons who disclose them — with a possible review role for the CSE Commissioner. I am quite prepared to take on responsibilities in this regard if called upon to do so.

Bills that died on the order paper

Two proposed pieces of legislation with the potential to influence the environment within which my office carries out its work died on the order paper when Parliament was dissolved in November 2005. As of

the end of this reporting period, the new government had not yet announced whether either initiative will be pursued.

Bill C-74 (*Modernization of Investigative Techniques Act*) received first reading in the House of Commons in November 2005. The Bill would require telecommunications service providers to put in place and maintain capabilities that facilitate the lawful interception of information transmitted by telecommunications, and to provide basic information about their subscribers to specified authorities.

The proposed legislation would not affect CSE's mandate in relation to foreign intelligence or its mandate to protect electronic information and information infrastructures. It could, however, influence the extent of the technical and operational assistance CSE provides to federal law enforcement and security agencies in the performance of their lawful duties.

Bill C-81 (*An Act to establish a National Security Committee of Parliamentarians*) also received first reading in the House of Commons in November 2005. The mandate of the proposed committee would be to review the legislative, regulatory, policy and administrative framework for national security, and the activities of federal departments and agencies relating to national security. It is not intended, however, to duplicate the work of existing review bodies.

I would welcome the prospect of Parliament playing a more active role in security and intelligence matters, including scrutiny of the work of review bodies such as my office. However, I also recognize some challenges in this regard. These include, for example, the composition of the committee and its access to classified information and documents.

The Arar Commission

The Commission of Inquiry into the Actions of Canadian Officials in Relation to Maher Arar, chaired by Mr. Justice Dennis O'Connor, was established in February 2004. Among other things, the Commission is mandated to recommend a review mechanism for the activities of the Royal Canadian Mounted Police (RCMP) with respect to their national security activities. In relation to this part of its mandate, the Commission examined intelligence review models in Canada and internationally, and held public consultations. My office contributed both written and oral submissions. My basic message to the Commission was that the model already in place for reviewing Canada's security and intelligence agencies is a good one, and experience shows that it works.

The key characteristics of the model include separate review agencies, with each review agency having:

- a mandate aligned specifically to the functions and activities of the agency reviewed;
- full independence;
- broad, unfettered access to facilities, personnel and information;
- authority to review all operational activities as well as to investigate complaints; and
- the responsibility to report to the minister accountable to Parliament for the agency under review, so that accountability to Parliament is clear and uncompromised.

The strengths of the model, therefore, include appropriateness, effectiveness and accountability. Moreover, the model's flexibility means that it can be readily adapted to particular circumstances and requirements, including a mechanism uniquely suited to reviewing the RCMP's national security activities.

I look forward with interest to the Commission's report and its recommendations.

Interception of private communications by the U.S. National Security Agency

In late 2005, the United States media reported that following the events of 11 September 2001, President George W. Bush ordered the National Security Agency (NSA), in the interests of national security, to intercept private communications of Americans without a court warrant. In doing so, according to press reports, the President bypassed the process established for such circumstances under the *Foreign Intelligence Surveillance Act* of 1978.

Understandably, questions, commentary and speculation began to appear in the Canadian media about CSE's role and activities in the current threat environment. As a result, I made my own extensive inquiries that included discussions and communications with the Chief, CSE and drew on the considerable body of work carried out by my office in recent years. It is not my intention to comment in any way on the lawfulness of the NSA's activities, as they are well beyond my purview. However, I have decided to take the opportunity afforded me by this Annual Report to highlight the regime in place in Canada.

Part V.1 of the *National Defence Act* allows CSE to collect communications, even if they enter or exit Canada, provided that the target for the collection is a foreign entity located outside of Canada. In other words, the target cannot be a Canadian or located geographically in Canada. This kind of collection, where the end not targeted is in Canada, must be authorized by the Minister of National Defence in advance of the collection. The *NDA* sets out conditions that must be met to the Minister's satisfaction in order for a ministerial authorization to be issued. It was Parliament's view that a ministerial authorization, entrenched in legislation, provides a better approach to establishing the required authority

than a court warrant, as the latter would have no application to foreign targets located outside Canada.

The regime in place for CSE to acquire communications of foreign entities, even if a communication originates in or enters Canada (and is thus a private communication[4]), is based in legislation. Further, the *NDA* requires me, as the CSE Commissioner, to review CSE activities to ensure that they comply with the law. It directs me specifically to review activities carried out under a ministerial authorization to ensure they were authorized, and to report annually to the Minister on my review. A summary of my review work completed in the year ended 31 March 2006 follows.

THE YEAR IN REVIEW

Review activities and highlights

Workplan

A regularly updated three-year workplan guides my office's review program. This plan, which I approve, is driven in part by my staff's extensive knowledge of CSE's activities. It gives priority to reviewing those activities where the risks to the privacy of Canadians are believed highest.

Methodology

My staff has access to all the CSE premises, documents, files and personnel required to carry out reviews. They conduct thorough file and document reviews, interview CSE officials and carry out a variety of checks and tests to determine whether CSE has carried out its activities lawfully and has appropriately protected the privacy of Canadians. It is important to note that these reviews are normally carried out after the fact, in order not to intervene, without cause, in CSE's activities and operations while they are being conducted.

[4] The *Criminal Code* definition of a private communication includes any communication that originates or terminates in Canada made under circumstances in which it is reasonable for the originator to expect that it will not be intercepted by any person other than the person intended.

When a review is completed, I provide a classified report to the Minister of National Defence.[5] Each report provides the Minister with my opinion on the lawfulness of the activities reviewed and includes any recommendations that I consider to be appropriate in the circumstances. Such recommendations generally address shortcomings in CSE's policies, procedures or practices that, if not corrected, increase the risk that unlawful activity might occur. In this, as in so many other cases, I am firmly convinced that an ounce of prevention is worth a pound of cure.

Reviews undertaken

In 2005–2006, my office completed a total of seven reviews. Six reviews were of CSE activities carried out under ministerial authorization. One of these six dealt with foreign intelligence collection, and five involved information technology security (ITS) operations. I also submitted a classified report to the Minister on a subject related to my general mandate to review the activities of CSE to ensure they are in compliance with the law. None of my seven reviews of CSE activities completed in 2005–2006 reported unlawful conduct.

Legal interpretations

With respect to my reviews of CSE activities carried out under ministerial authorization, I note that I concluded on their lawfulness in light of the Department of Justice interpretation of the applicable legislative provisions. I have pointed out elsewhere that there are ambiguities in the legislation as now drafted, a view that I share with my predecessor, the Hon. Claude Bisson, O.C., a former Chief Justice of Quebec. Currently, two eminent lawyers, the Deputy

[5] Annex B lists all classified reports produced by the CSE Commissioner since 1996, when this office was established.

Minister of Justice and my independent Legal Counsel disagree over the meaning of key provisions that influence the nature of the assurance that I can provide. This underlines the importance of seizing the next opportunity to make statutory amendments.

Review highlights

Findings from my recent reviews of foreign intelligence collection under ministerial authorization have drawn my attention to the process CSE uses to translate approved government intelligence priorities into targeting specific foreign entities. I believe it should be possible to identify a clear linkage between the government intelligence priorities, the foreign entities targeted and the activity or class of activities for which ministerial authorization is needed.

However, reviews completed by my office, including the most recent one, have shown that supporting documentation provided by CSE as part of requests for the Minister's authorization address the underlying foreign intelligence requirements only in general terms. The lack of clarity in this regard has made it difficult for my staff to assess compliance with certain of the conditions that the legislation requires to be satisfied before a ministerial authorization is given. I have offered specific recommendations to the Minister and CSE for strengthening the process.

I provided a single integrated report to the Minister on the five reviews of ITS activities carried out by CSE under ministerial authorizations. As in previous reports, I set out in this report my continuing concern with CSE's record-keeping practices. I recognize that CSE is taking steps to improve its corporate records management practices in general. The authority to intrude on the privacy of Canadians in the course of protecting the government's computer systems and networks under an ITS ministerial authorization is a sensitive matter. CSE has acknowledged its

responsibility to be able to record and account for such intrusions. I believe that CSE ought to give prompt attention to improving record-keeping practices in this regard, and I have asked my staff to monitor this issue closely in future reviews.

Under my general mandate to review the activities of CSE to ensure they comply with the law, I examined CSE's foreign intelligence collection activities directed at countering the threat posed by the proliferation of weapons of mass destruction and their delivery systems. Following the terrorist attacks in the U.S. in 2001, CSE enhanced its activities in the counter-proliferation area. It sends reports, based on the intelligence it collects and analyses, to Government of Canada clients and to allied agencies.

In June 2005 I provided the Minister with a classified report setting out the findings of this review. The CSE activities I reviewed complied with the law. The review identified, however, areas of policy weakness and, in one instance, a need to reconcile policy and practice. CSE accepted my recommendations, though in some cases with modifications, which they explained to me.

2005–2006 findings

In accordance with well-established practice, in each Annual Report I summarize my findings about the lawfulness of CSE's activities based on the reviews my office has completed in the past year. I am able to report that the CSE activities examined during the period under review complied with the law as it is currently interpreted by the Department of Justice, and I am satisfied that CSE lawfully used and retained the intercepted private communications that were examined by my office in 2005–2006.

Complaints about CSE activities

In addition to setting out my review mandate, the *National Defence Act* also requires me, in response to a complaint, to undertake any investigation I consider necessary to determine whether CSE engaged, or is engaging in unlawful activity. Complaints may be submitted by Canadians who believe that CSE has acted unlawfully in the performance of its duties. Until this past year, the Commissioner's office had received no complaints that required formal investigation.

There were again a limited number of complaints in 2005–2006 and, with one exception, they were not within my mandate. The one complaint received that both fell within my mandate and required investigation was still under investigation at the end of this reporting year. I anticipate that the investigation will be completed in spring 2006, after which I will report my findings to the Minister.

Duties under the Security of Information Act

The *Security of Information Act* establishes a process that persons permanently bound to secrecy under the Act must follow if they wish to claim a "public interest" defence for divulging classified information. For classified information about CSE, the CSE Commissioner is part of the process (see Annex A). No such matters were referred to me in 2005–2006.[6]

THE IMPACT OF REVIEW

The impact of review by an office such as mine may be direct or indirect. Assessing that impact is inherently difficult because, if effective, its main influence is on preventing unlawful or undesirable acts or things from happening.

Indirect impacts can result simply from the existence and mandate of a review body, and the effect these have on how the reviewed organization conducts its

[6] My website at **http://csec-ccst.gc.ca** provides an overview of my office's processes for handling complaints under the *National Defence Act* and for concerns raised pursuant to the *Security of Information Act*.

affairs. Nevertheless, my observations and discussions over the past three years make me confident that the mandate and work of my office has a positive influence on the manner in which CSE carries out its activities and on helping to ensure that they are conducted in compliance with the law.

The findings and recommendations of specific reviews have a more direct impact — particularly as a result of the action that the reviewed organization takes in response to them. When warranted by the findings, my review reports may include recommendations for action by CSE to correct deficiencies in policies, procedures or practices that increase the risk of unlawful activity. The status of recommendations is the subject of periodic discussions between my staff and CSE, and my office continues to track their disposition.

I am encouraged by CSE's positive response to the recommendations my office has made. Of almost 100 recommendations made by the CSE Commissioner since the establishment of this office, 75 percent were accepted by CSE and have either been fully implemented or are at various stages of being implemented. Half of the remaining recommendations were accepted with some modifications or are very recent and are still being considered by CSE. The remainder were either bypassed by events or, in a few cases, not accepted by CSE. Where CSE has either accepted recommendations with modifications or has rejected them, CSE officials have explained the reasons to me, with some discussions still pending.

I commend the new Chief of CSE for his ready acceptance of the importance of review, and welcome his continuing cooperation and willingness to help my office monitor the status of recommendations as an important indicator of the impact of review.

THE COMMISSIONER'S OFFICE

In 2005–2006, my office's expenditures of $1,043,540 were well within budget for the period. Annex C to this report provides a summary of 2005–2006 expenditures.

In carrying out my mandated responsibilities, I continue to rely on the expertise, loyalty and commitment of my staff. My office has a full-time working staff of eight people, supplemented by contracted professionals who bring a range of skills, knowledge and experience to bear as and when required.

I encourage and support several activities to help ensure that my staff continues to sharpen skills, broaden knowledge and experience, and remain fully engaged in the review community and in issues facing the security and intelligence sector in general. Such developmental opportunities in 2005–2006 included:

- initiating what has become known as the Review Agencies Forum. This involves my staff as well as the staffs of the Security Intelligence Review Committee, the Office of the Inspector General of the Canadian Security Intelligence Service and the Commission for Public Complaints Against the RCMP, who meet and share experiences, discuss issues of mutual interest and concern and identify best practices in review;
- continuing to host informal presentations to my office by government officials and academics on matters relating to security and intelligence as well as review;
- attendance of my staff at several conferences and symposia, including the 20th Anniversary International Conference of the Canadian Association for Security and Intelligence Studies; an International Symposium on Making National Security Accountable; the National Security

Studies Seminar of the Canadian Forces College; and the 4th Annual Charter Conference of the Ontario Bar Association.

In 2004–2005, my staff began the practice of giving presentations to new CSE employees — as part of their orientation course — about the duties, powers and work of the CSE Commissioner. These presentations continued in 2005–2006. I believe that this is an excellent way for my office to participate in assuring that CSE employees are aware of the Commissioner's mandate as well as how this mandate is discharged in practice.

LOOKING TO THE FUTURE

Internationally

Since assuming my responsibilities as the CSE Commissioner almost three years ago, terrorism has continued to be a dominant issue on the international political and security scene. Since my last report, the global war on terrorism has continued unabated. There have been numerous attacks around the globe, including the bombings in London, England in July 2005 and the subsequent arrest of alleged terrorists. International concerns have also increased sharply over the proliferation of weapons of mass destruction, with a particular focus on North Korea and the nuclear ambitions and intentions of Iran.

In Afghanistan, Canada accepted a lead role in providing security and helping to re-build the area in and around Kandahar. This undertaking has been made all the more important and dangerous with Osama bin Laden's exhortation to his extremist followers to prepare for a protracted war with the West.

At home

In Canada, terrorism, the proliferation of weapons of mass destruction and military deployments are not our only concerns. Canada is an integral part of an economically interdependent world and must

continue both to protect and promote its national interests in that context.

With no foreseeable diminution in perceived threats to the security of Canada and Canadians, or of the need to provide the Government of Canada with the foreign intelligence it requires to pursue and to protect Canada's interests around the world, CSE's role will continue to be important. By extension, I believe that the work of my office in reviewing CSE's activities, in assessing their compliance with the law, and in making recommendations to ensure that such compliance is based on sound policies, procedures and practices, has a useful role to play.

Many government initiatives and activities do not fit neatly into the artificial construct of a particular fiscal year. As a result, there are several matters that will carry forward, and that I hope to see completed or otherwise resolved early in 2006–2007. These include, for example, the three-year review of the *Anti-Terrorism Act*, the Bills that died on the order paper when the 38th Parliament was dissolved, and the report of the Arar Commission, as discussed earlier in this report.

In terms of the work of my office, a major, two-phased review of CSE's activities in support of the RCMP is nearing completion. My 2004–2005 Annual Report included a general outline of the Phase 1 findings and recommendations. I am hopeful that outstanding issues arising from the Phase 2 work will be expeditiously resolved, and I plan to report the Phase 2 findings and recommendations to the Minister early in 2006–2007.

Finally, to ensure that the watcher is indeed watched, I have recently commissioned two independent management reviews of my own office. One will focus on administration, including the management and control of financial, human and information

resources. The other will deal with operations, by assessing whether the office carries out the Commissioner's mandated responsibilities efficiently and effectively. The reviews will address those aspects of administration and operations that pose potential risks for this office and that are important to get right. As such, I expect that they will provide evidence-based assurance in relation to some matters, as well as recommendations for action where improvements are necessary. Both reviews are scheduled to be completed in summer 2006.

IN CLOSING

My term expires on 19 June 2006. As a result, this is my last report as CSE Commissioner. I must say that I am extremely grateful for the opportunity I have had to serve Canada, this country that I love, in a capacity that has brought its challenges, but that I have found to be rewarding in so many different ways. My one regret will be if I leave this position without a resolution of the legal interpretation issues that have bedevilled this office since December 2001. If that does indeed turn out to be the case, I wish my successor well in bringing this matter to a satisfactory conclusion for all concerned.

Mandate of the Communications Security Establishment Commissioner

National Defence Act – Part V.1

273.63 (1) The Governor in Council may appoint a supernumerary judge or a retired judge of a superior court as Commissioner of the Communications Security Establishment to hold office, during good behaviour, for a term of not more than five years.

(2) The duties of the Commissioner are

(a) to review the activities of the Establishment to ensure that they are in compliance with the law;

(b) in response to a complaint, to undertake any investigation that the Commissioner considers necessary; and

(c) to inform the Minister and the Attorney General of Canada of any activity of the Establishment that the Commissioner believes may not be in compliance with the law.

(3) The Commissioner shall, within 90 days after the end of each fiscal year, submit an annual report to the Minister on the Commissioner's activities and findings, and the Minister shall cause a copy of the report to be laid before each House of Parliament on any of the first 15 days on which that House is sitting after the Minister receives the report.

(4) In carrying out his or her duties, the Commissioner has all the powers of a commissioner under Part II of the *Inquiries Act*.

(5) The Commissioner may engage the services of such legal counsel, technical advisers and assistants as the Commissioner considers necessary for the proper performance of his or her duties and, with the approval of the Treasury Board, may fix and pay their remuneration and expenses.

(6) The Commissioner shall carry out such duties and functions as are assigned to the Commissioner by this Part or any other Act of Parliament, and may carry out or engage in such other related assignments or activities as may be authorized by the Governor in Council.

(7) The Commissioner of the Communications Security Establishment holding office immediately before the coming into force of this section shall continue in office for the remainder of the term for which he or she was appointed.

[...]

273.65 (8) The Commissioner of the Communications Security Establishment shall review activities carried out under an authorization issued under this section to ensure that they are authorized and report annually to the Minister on the review.

Security of Information Act

15. (1) No person is guilty of an offence under section 13 or 14 if the person establishes that he or she acted in the public interest. [...]

(5) A judge or court may decide whether the public interest in the disclosure outweighs the public interest in non-disclosure only if the person has complied with the following: [...]

(b) the person has, if he or she has not received a response from the deputy head or the Deputy Attorney General of Canada, as the case may be, within a reasonable time, brought his or her concern to, and provided all relevant information in the person's possession to, [...]

(ii) the Communications Security Establishment Commissioner, if the person's concern relates to an alleged offence that has been, is being or is about to be committed by a member of the Communications Security Establishment, in the purported performance of that person's duties and functions of service for, or on behalf of, the Communications Security Establishment, and he or she has not received a response from the Communications Security Establishment Commissioner within a reasonable time.

Classified Reports, 1996–2006

1. Classified Report to the Minister
   – March 3, 1997 (TOP SECRET)

2. Classified Report to the Minister
   – Operational policies with lawfulness implications – February 6, 1998 (SECRET)

3. Classified Report to the Minister
   – CSE's activities under *** – March 5, 1998 (TOP SECRET Codeword/CEO)

4. Classified Report to the Minister
   – Internal investigations and complaints – March 10, 1998 (SECRET)

5. Classified Report to the Minister
   – CSE's activities under *** – December 10, 1998 (TOP SECRET/CEO)

6. Classified Report to the Minister
   – On controlling communications security (COMSEC) material – May 6, 1999 (TOP SECRET)

7. Classified Report to the Minister
   – How we test (A classified report on the testing of CSE's signals intelligence collection and holding practices, and an assessment of the organization's efforts to safeguard the privacy of Canadians) – June 14, 1999 (TOP SECRET Codeword/CEO)

8. Classified Report to the Minister
   – A study of the *** collection program – November 19, 1999 (TOP SECRET Codeword/CEO)

9. Classified Report to the Minister
   – On *** – December 8, 1999 (TOP SECRET/COMINT)

10. Classified Report to the Minister
    – A study of CSE's *** reporting process — an overview (Phase I) – December 8, 1999 (SECRET/CEO)

11. Classified Report to the Minister
    – A study of selection and *** — an overview – May 10, 2000 (TOP SECRET/CEO)

12. Classified Report to the Minister
    – CSE's operational support activities under *** — follow-up – May 10, 2000 (TOP SECRET/CEO)

13. Classified Report to the Minister
    – Internal investigations and complaints — follow-up – May 10, 2000 (SECRET)

14. Classified Report to the Minister
    – On findings of an external review of CSE's ITS program – June 15, 2000 (SECRET)

15. Classified Report to the Minister
    – CSE's policy system review – September 13, 2000 (TOP SECRET/CEO)

16. Classified Report to the Minister
    – A study of the *** reporting process — *** (Phase II) – April 6, 2001 (SECRET/CEO)

17. Classified Report to the Minister
    – A study of the *** reporting process — *** (Phase III) – April 6, 2001 (SECRET/CEO)

18. Classified Report to the Minister
    – CSE's participation *** – August 20, 2001 (TOP SECRET/CEO)

19. Classified Report to the Minister
    – CSE's support to ***, as authorized by *** and code-named ***
    – August 20, 2001 (TOP SECRET/CEO)

20. Classified Report to the Minister
    – A study of the formal agreements in place between CSE and various external parties in respect of CSE's Information Technology Security (ITS) – August 21, 2002 (SECRET)

21. Classified Report to the Minister
    – CSE's support to ***, as authorized by *** and code-named *** – November 13, 2002 (TOP SECRET/CEO)

22. Classified Report to the Minister
    – CSE's *** activities carried out under the *** 2002 *** Ministerial authorization – November 27, 2002 (TOP SECRET/CEO)

23. Classified Report to the Minister
– Lexicon of CSE definitions – March 26, 2003 (TOP SECRET)

24. Classified Report to the Minister
– CSE's activities pursuant to *** Ministerial authorizations including ***
– May 20, 2003 (SECRET)

25. Classified Report to the Minister
– CSE's support to ***, as authorized by *** and code-named *** — Part I
– November 6, 2003 (TOP SECRET/COMINT/CEO)

26. Classified Report to the Minister
– CSE's support to ***, as authorized by *** and code-named *** — Part II
– March 15, 2004 (TOP SECRET/COMINT/CEO)

27. Classified Report to the Minister
– A review of CSE's activities conducted under *** Ministerial authorization
– March 19, 2004 (SECRET/CEO)

28. Classified Report to the Minister
– Internal investigations and complaints — follow-up – March 25, 2004
(TOP SECRET/CEO)

29. Classified Report to the Minister
– A review of CSE's activities conducted under 2002 *** Ministerial
authorization – April 19, 2004 (SECRET/CEO)

30. Classified Report to the Minister
– Review of CSE *** operations under Ministerial authorization – June 1, 2004
(TOP SECRET/COMINT)

31. Classified Report to the Minister
– CSE's support to *** – January 7, 2005 (TOP SECRET/COMINT/CEO)

32. Classified Report to the Minister
– External review of CSE's *** activities conducted under Ministerial
authorization – February 28, 2005 (TOP SECRET/COMINT/CEO)

33. Classified Report to the Minister
– A study of the *** collection program – March 15, 2005
(TOP SECRET/COMINT/CEO)

34. Classified Report to the Minister
– Report on the activities of CSE's *** – June 22, 2005 (TOP SECRET)

35. Classified Report to the Minister
– Interim report on CSE's *** operations conducted under Ministerial authorization – March 2, 2006 (TOP SECRET/COMINT)

36. Classified Report to the Minister
– External review of CSE *** activities conducted under Ministerial authorization – March 29, 2006 (TOP SECRET/CEO)

Statement of Expenditures 2005–2006

Standard Object Summary

Salaries and Wages	$527,760
Transportation and Telecommunications	16,655
Information	24,177
Professional and Special Services	321,484
Rentals	132,326
Purchased Repair and Maintenance	426
Materials and Supplies	7,155
Acquisition of Machinery and Equipment	9,591
Other Expenditures	3,966
Total	**$1,043,540**

History of the Office of the Communications Security Establishment Commissioner (OCSEC)

The Office of the Communications Security Establishment Commissioner was created on June 19, 1996, with the appointment of the inaugural Commissioner, The Honourable Claude Bisson, O.C., a former Chief Justice of Quebec, who held the position until June 2003. He was succeeded by the Right Honourable Antonio Lamer, P.C., C.C., C.D., LL.D., D.U., Chief Justice of Canada (retired) for a term of three years.

For the first six years (from June 1996 to December 2001), the Commissioner carried out his duties under the authority of Orders in Council issued pursuant to Part II of the *Inquiries Act*. During this period, the Commissioner's responsibilities were twofold: to review the activities of the Communications Security Establishment (CSE) to determine whether they conformed with the laws of Canada; and to receive complaints about CSE's activities.

Following the terrorist attacks in the United States on September 11, 2001, Parliament adopted the omnibus *Anti-Terrorism Act* which came into force on December 24, 2001. The omnibus Act introduced amendments to the *National Defence Act*, by adding Part V.1 and creating legislative frameworks for both OCSEC and CSE. It also gave the Commissioner new responsibilities to review activities carried out by CSE under a ministerial authorization.

The omnibus legislation also introduced the *Security of Information Act* that replaced the *Official Secrets Act*. This legislation gives the Commissioner specific duties in the event that a person, who would otherwise be permanently bound to secrecy, seeks to defend the release of classified information about CSE on the grounds that it is in the public interest.

Under the Commissioner's current mandate, which entrenched in law the original mandate established in 1996 as well as the additional responsibilities described above, the Commissioner has retained the powers of a commissioner under Part II of the *Inquiries Act*.